

AFFAIRE DES DEUX INDIENS DE LA GSW

Nouvelles révélations sur le scandale d'El-Hadjar

Pour une affaire d'Etat, le dossier actuellement sous enquête de Grand Smithy Works (GSW) en est une. Il implique les deux principaux gestionnaires, dont le président-directeur général, tous deux de nationalité indienne, dans des actes portant atteinte à l'économie nationale, faux et usage de faux, fausses facturations...

Ce dossier vient de connaître des rebondissements. Il y a eu d'abord le démenti de l'ambassade de l'Inde à Alger d'avoir hébergé dans son institution l'un des deux mis en cause.

Ensuite, cette information a été confirmée par des sources crédibles proches d'Arcelor Mittal Annaba qui font état d'un lien familial entre le P-dg de GSW et le grand patron du leader mondial de l'acier, qui serait son beau-frère.

«Nous avons la certitude que rien ne pourra arriver au P-dg de la GSW en raison de son lien familial avec le grand patron du groupe. Si ce n'est une expulsion tout au plus du territoire algérien», ont précisé les mêmes sources. Cette information semble avoir stimulé les enquêteurs.

Ces derniers ont, en effet, approfondi leurs

investigations avec la réouverture du dossier portant disparition du complexe d'El-Hadjar de 26 bobines d'acier laminé à chaud. Grâce à des complicités bien placées, ces bobines auraient franchi la frontière algérienne à destination de la Tunisie.

Ce vol est intervenu à l'époque où la direction générale d'Arcelor Mittal Annaba était assurée par Sanjay Kumar, relevé de ses fonctions par le grand patron du groupe, Lakshmi Narayan Mittal.

Autre rebondissement, la convocation par le juge d'instruction des préposés au service expédition et au poste de garde. Comme par hasard, la plupart d'entre eux auraient été invités à déposer leur dossier de départ à la retraite pour certainement étouffer l'affaire dont on n'a plus entendu parler.



Lakshmi Mittal, propriétaire et P-dg de la société.

Ce qui implique qu'il n'y aurait pas eu de dépôt de plainte. Il y a aussi la réaction des 300 travailleurs de la société algéro-turque du fer (ATF) qui n'ont pas perçu leurs salaires depuis des mois. Interrogés, ils auraient fourni de précieuses informations aux enquêteurs sur des anomalies dans la gestion de la société — plusieurs en auraient été témoins avant la mise en liquidation de cette dernière —, notamment les relations «d'affaires» très étroites que le gérant de l'ATF un Palestino-Israélo-Français entretie-

nait avec ses homologues indiens de la GSW.

Il y a également la correspondance adressée par la direction générale du groupe d'entreprises publiques économiques de la sidérurgie Side au directeur général d'Arcelor Mittal Annaba. Il est demandé à celui-ci de fournir des explications sur les actes commis par les gérants de la GSW.

L'audition plus approfondie de l'opérateur économique algérien versé dans la récupération des déchets ferreux à l'origine de la dénonciation est venue s'ajouter aux

autres témoignages. Rappelons que cet opérateur avait été évincé du complexe sidérurgique d'El-Hadjar pour des actes identiques à ceux commis par la GSW.

Tous ces rebondissements se sont négativement répercutés sur les activités d'Arcelor Mittal Annaba. Plusieurs transformateurs et commerçants de produits sidérurgiques ont, en effet, exprimé leurs inquiétudes quant à la baisse des opérations de vente, pratiquement au point mort, des bobines d'acier laminé à chaud.

«L'indisponibilité des bobines sur le marché national a entraîné une importation tous azimuts par des spéculateurs de tous bords. Y compris celle réalisée récemment par un étranger ayant pignon sur rue à Annaba. Deux navires de ce type de produit viennent d'être déchargés sur les quais du port.

Le prix de ces bobines proposé à la vente est inférieur à celui appliqué par Arcelor Mittal, d'où notre étonnement», ont indiqué plusieurs de ces transformateurs. Ils ont tenu à souligner que la vente profite uniquement à certains de leurs concurrents hors de Annaba.

Cette situation a entraîné une réaction des travailleurs, informés de l'éventualité d'une reprise par l'Etat de leur outil de travail. «Depuis l'avènement d'Arcelor Mittal, la production sidérurgique nationale est en constante progression.

Cependant, les travailleurs algériens sont les plus lésés en matière salariale, comparativement à ceux des autres unités du groupe indien de l'acier implantées à travers le monde. Ils perçoivent une mensualité deux fois supérieure à la nôtre», a indiqué un cadre d'exécution en poste au complexe d'El-Hadjar.

A. Djabali

BÉJAÏA Belkhadem met en garde les boycotteurs

Le secrétaire général du FLN, Abdelaziz Belkhadem, s'en est violemment pris aux partisans du boycott de la prochaine élection présidentielle, à l'occasion d'une rencontre qui a regroupé, hier mercredi à la Maison de la culture de Béjaïa, les élus et cadres du parti des wilayas du Centre-Est, Boumerdès, Tizi-Ouzou, Bouira, Sétif et Bordj-Bou-Arréidj.

Destinée à booster ses militants, à la veille du coup d'envoi de la campagne électorale pour la présidentielle du 9 avril, la rencontre de Béjaïa a été l'occasion pour le secrétaire général du FLN de faire le procès des opposants au scrutin.

Le patron du FLN a estimé que «le jeu démocratique impose en conséquence aux boycotteurs de présenter une alternative en lançant leurs candidats dans l'arène». Le premier responsable du plus vieux parti algérien, tout en mettant en garde contre une «éventuelle entrave du scrutin», a ajouté que «le boycott ne veut pas dire obstruction. Je ne participe pas, mais je gêne», assénera dans la foulée le secrétaire général du FLN. Les motivations ayant conduit son parti à «renouveler sa confiance à Bouteflika», Belkhadem les résume en deux points «réconforter la démarche de réconciliation nationale» et «le glorieux bilan», selon lui, des dix années du président.

A une question liée à une éventuelle visite électorale du président-candidat dans la capitale des Hammatites, l'ex-chef de gouvernement s'est contenté, lors de son point de presse, de signaler, sans visiblement trop de conviction, que Bouteflika «se rendra à Béjaïa comme dans d'autres régions du pays».

A. Kersani

CAMPAGNE POUR LE PRÉSIDENT-CANDIDAT

Forcing à l'Est

Pour exhorter les électeurs de Constantine à aller voter, la direction de campagne du président-candidat compte procéder à un véritable forcing dans la capitale de l'Est.

Une démarche qui sera ponctuée par l'organisation de quatre grands meetings dans cette circonscription électorale, baromètre de la vie politique en Algérie et dont l'électorat n'exprime toujours pas d'intérêt vis-à-vis des élections.

Des meetings doivent être animés par le candidat lui-même ainsi que par les trois leaders des partis de l'Alliance présidentielle. Par ailleurs, la direction de campagne de Constantine axera le gros de son travail, selon son directeur, M. Abdelhamid Bencheikh L'Hocine, qui a tenu une

conférence de presse hier au siège de la direction pour parler des grandes lignes de cette campagne, notamment du «porte-à-porte» dans le but de faire passer le message à un maximum d'électeurs.

Un travail de proximité qui devrait être exécuté par les militants mobilisés des partis de l'Alliance présidentielle, des associations de soutien au président-candidat et même par le chef de file du vieux parti, M. Abdelaziz Belkhadem, qui prendra, également, part à cette opération dans les communes de Aïn-Abid

et Zighoud-Youcef. Ce sera le «bilan des deux mandats» de Abdelaziz Bouteflika qui constituera le cheval de bataille de cette campagne. «Nous allons sensibiliser les gens sur l'importance des réalisations accomplies à Constantine depuis 1999», se félicite M. Bencheikh L'Hocine.

En tout état de cause, le programme des activités des responsables de l'Alliance présidentielle prévoit que le secrétaire général du RND entamera la campagne, demain à 15 h par un meeting à la salle omnisports d'El-Khroub.

Vendredi prochain, le secrétaire général du FLN tiendra un autre meeting

à Hamma-Bouziiane avant de se déplacer à Zighoud-Youcef, puis à Aïn-Abid pour les besoins de sa campagne de proximité. Celle-ci sera clôturée par un meeting de Aboudjerra Soltani, président du MSP, qui se tiendra à Aïn-Abid le vendredi 3 avril 2009.

Le président-candidat animera un grand rassemblement au stade Hamlaoui de Constantine avant la clôture de cette campagne. Si le directeur de campagne de Bouteflika a avancé la date du 2 avril pour la tenue de ce meeting, il a, néanmoins, tenu à préciser que ce programme pourrait subir des modifications de dernière minute.

L. H.